

Compte-rendu du CSAL de l'Eure du 15 novembre 2023

Évreux, le 15 novembre 2023

Représentant·e·s du personnel présent·e·s :

Solidaires Finances Publiques : 5 sièges de titulaires **CGT** : 2 sièges de titulaires

- Aurélie HERKOUS
- Jean-Baptiste COUTELIS
- Jean-Christian ETIENNE
- Florence LEMAITRE
- Jean-François LOUIS
- Benoît COURTAUT

- Arnaud TALARD
- Bruno ROGER

FO : 1 siège de titulaire

- Fabien DUBOST

Le CSAL de l'Eure s'est réuni le 15 novembre 2023. Après lecture des déclarations liminaires des organisations syndicales, la Présidente du CSAL a indiqué que nos interpellations relevaient du contexte national et que les réponses ne seraient pas apportées en séance.

Concernant la déclinaison locale du Cadre d'Objectifs et de Moyens, la Présidente nous a indiqué que la Direction organisait des tournées de services et qu'elles étaient toujours en cours.

Sur le sujet du règlement intérieur des nouvelles instances, le rétroplanning concernant son adoption a seulement été transmis 2 jours avant la séance d'aujourd'hui.

1. Approbation du PV du CSAL du 30 mars 2023

Le PV du CSAL du 25 janvier 2023 a été approuvé. **Solidaires Finances Publiques** s'est abstenu, cette instance ayant été boycottée en raison de l'absence de règlement intérieur et des mobilisations contre la contre-réforme des retraites.

2. Ponts naturels 2024

La Direction a proposé au CSAL l'adoption comme unique pont naturel, le vendredi 16 août 2024 (lendemain de l'Assomption). La Présidente nous a indiqué ne pas proposer le pont du 10 mai (lendemain de l'Ascension) en raison de la campagne IR et au prétexte que les services seraient alors fermés sur une période trop importante, du mercredi matin au lundi matin pour l'accueil des usagers. Par ailleurs, une [note nationale](#)¹ a été publiée en

¹ https://nausicaadoc.appli.impots/doc/2023/006996/Note%20reseau_ponts%20naturels-%20Perspectives%202024%20-Vd-sign%E9.pdf

juillet dernier concernant les ponts naturels pour l'année 2024 et années suivantes, rappelant les bonnes pratiques pour préserver le bon fonctionnement et la continuité du service rendu aux usager-e-s.

Solidaires Finances Publiques a répondu que le service public à la DGFIP était mis à mal depuis des années par la Direction Générale, puisque c'est elle-même qui a imposé le Nouveau Réseau de Proximité, la réduction des plages d'ouverture au public, l'accueil sur rendez-vous exclusif.

Solidaires Finances Publiques a une nouvelle fois indiqué, après avoir rappelé notre opposition au principe des congés imposés et non financés par des Autorisations Spéciales d'Absence (ASA), que les agent-e-s nous avaient fait part de leur souhait qu'un sondage soit remis en place sur ce sujet. La Direction a de nouveau décliné cette solution au motif que le taux de participation aux précédents sondages n'était pas représentatif.

Solidaires Finances Publiques a par ailleurs indiqué que les organisations syndicales nationales ont interrogé directement le Directeur Général à la sortie du [CSAR du 26 octobre dernier](#)². Une expertise est lancée pour étudier la faisabilité d'un report d'une journée ou deux de la campagne et sur l'octroi d'une ASA.

Solidaires Finances Publiques a demandé le report de ce point à un prochain CSAL en attendant la réponse de la Direction Générale et que les autres administrations de la cité administrative soient consultées lors du conseil de cité prévu le 17 novembre 2023. La Présidente a accédé à notre demande et ce point sera abordé lors d'un prochain CSAL.

3. Bilan de la campagne d'évaluation professionnelle 2023 sur l'activité 2022

La campagne d'évaluation professionnelle 2023 a été réalisée dans la nouvelle application interministérielle ESTEVE. Elle s'est déroulée du 14 février au 28 avril 2023. La Division des Ressources Humaines (RH) a dispensé en début d'année une formation à l'ensemble des évaluateurs visant à rappeler les grands principes de l'évaluation :

- l'entretien consistant en un exercice annuel, les appréciations sur la manière de servir de l'agent-e doivent être le reflet de l'année évaluée.
- la reproduction stricto sensu d'appréciations d'une année sur l'autre est à proscrire.
- le compte-rendu d'entretien professionnel (CREP) doit constituer un outil d'accompagnement de l'agent-e dans son parcours professionnel. Il doit refléter sa manière de servir, ses réalisations, son positionnement, afin qu'il ait un regard objectif sur ses compétences, et qu'il puisse prendre la mesure des attendus au regard de ses missions, ses marges d'évolution et mettre en œuvre les actions pour progresser.

La Direction nous a indiqué que la Direction Générale estimait que les profils croix à la DGFIP augmentaient trop rapidement par rapport aux autres administrations. Elle a précisé que, contrairement aux informations qui ont circulé, il n'a jamais été demandé de baisser les profils croix des agent-e-s mais d'être en cohérence avec l'appréciation littérale. Selon la Direction, *« si un ou une agent-e a des carences, il faut avoir le courage managérial*

² <https://solidairesfinancespubliques.org/vie-des-agents/csar/5813-reconvocation-du-csa-r.html>

de le dire ». La Direction a également rappelé que l'entretien d'évaluation n'était pas un monologue et que les agent.e-s devaient être acteurs et actrices de leur entretien.

Solidaires Finances Publiques s'est étonné de cette réponse, ayant été sollicité par un collègue pour un recours où la réponse de l'Autorité Hiérarchique (AH) indiquait clairement que la baisse de son profil croix résultait de l'application des consignes données. **Solidaires Finances Publiques** a indiqué que cette situation a été très mal vécue par l'agent qui n'a pas compris pourquoi son travail était remis en cause sans en préciser pourquoi lors de l'entretien ou au cours de la période évaluée. La Direction a réaffirmé ses propos en indiquant qu'à aucun moment il a été demandé de dégrader les profils croix, et qu'elle avait identifié une seule structure où les profils croix ont baissé. Une attention particulière sera portée à cette structure l'année prochaine.

Concernant les données statistiques, **Solidaires Finances Publiques** a demandé de quels services émanaient les entretiens non réalisés suite au refus de l'agent, cela pouvant révéler d'autres difficultés. La Direction nous a répondu que les refus concernaient plusieurs services pour des motifs divers, sans mettre en exergue un service en particulier. 7 recours auprès de l'Autorité Hiérarchique (AH) ont été formulés dont 6 émanant du même service. Une attention particulière sera portée à ce service l'année prochaine. 5 recours auprès de l'AH ont obtenu une modification de leur CREP. Les deux collègues n'ayant pas eu satisfaction auprès de l'AH ont fait un recours auprès des Commissions Administratives Paritaires Nationales (CAPN), dont un a été admis partiellement et l'autre rejeté.

Pour **Solidaires Finances Publiques**, la reconnaissance du travail doit se faire au quotidien, collectivement et non pas dans un cadre institutionnel, annuel, individualisé. L'entretien individuel nie la réalité de nos missions de service public qui s'inscrivent dans une chaîne de travail mais aussi les difficultés vécues par les collègues dans leur quotidien.

Solidaires Finances Publiques vous rappelle l'importance prépondérante de l'évaluation dans le déroulé de carrière et les conséquences pécuniaires y afférent. C'est pourquoi vous devez être vigilant et ne pas hésiter à faire un recours même si vous n'en voyez pas un intérêt immédiat. L'évaluation professionnelle s'apprécie sur le long terme et ce pour l'ensemble de la carrière. Les évolutions de la DGFIP en matière de gestion des personnels font de l'évaluation professionnelle une référence.

4. Bilan des actions en faveur de l'égalité professionnelle 2023

La Direction nous a présenté le bilan des actions en faveur de l'égalité professionnelle, compétence nouvelle du CSAL du fait des nouvelles obligations imposées aux administrations. La DGFIP est une administration majoritairement féminisée (57,3 %) et la part des collègues femmes est supérieure de 5 points dans la Direction (63,3 %).

Parmi les actions départementales réalisées, la Direction a mis en avant les actions « Portraits de femmes » ou « Octobre rose ». **Solidaires Finances Publiques** a dénoncé le choix de Joséphine de BEAUHARNAIS. En effet, dresser le portrait d'une femme noble et entretenue financièrement, ayant seulement vécu deux ans dans le département, dont la fortune s'appuyait sur l'esclavage et qui n'a pas œuvré pour l'égalité des droits et l'émancipation des femmes ne semblait pas des plus opportuns.

Solidaires Finances Publiques a cité d'autres noms de femmes euroises plus méritantes, tels ceux de Lucie AUBRAC ou Pierrette GREFFIER, résistante du maquis Surcouf. **Solidaires Finances Publiques** a également indiqué que la campagne « Octobre rose » était plutôt un sujet de santé publique qu'un sujet d'égalité professionnelle. Une campagne simultanée de sensibilisation sur le cancer de la prostate aurait été plus opportune. La Direction nous a répondu qu'elle estimait que cette campagne s'inscrivait parfaitement dans la problématique de l'égalité professionnelle puisque cette maladie peut également concerner les hommes.

Solidaires Finances Publiques a interrogé la Direction sur la mise en place d'un congé menstruel à la DGFIP. La Direction nous a indiqué qu'elle n'avait pas d'informations sur ce sujet pour le moment. **Solidaires Finances Publiques** a interrogé le responsable du PPR pour savoir si son engagement dans le réseau égalité F/H lui avait été imposé. Celui-ci a indiqué que c'était de son propre chef qu'il s'était engagé sur une tâche qui lui tenait à cœur. En réponse à notre question, le responsable du PPR précise qu'un schéma de formations régulières a lieu.

5. Bilan du télétravail 2022

La direction a dressé un bilan du télétravail (TT) suite à l'audit conjoint 76 / 27.

Dans notre département, seules 3 demandes de TT ont été déboutées au motif du manque d'autonomie et 21 agent.e.s télétravaillent pour raisons médicales.

Concernant les refus d'autorisation de TT, **Solidaires Finances Publiques** a rappelé que les agent.e.s devaient déposer leurs demandes de TT dans Sirhius et de ne pas s'arrêter à l'échange oral avec le ou la responsable afin de matérialiser le refus et d'ouvrir droit au recours.

Solidaires Finances Publiques a interrogé la direction sur la question du transfert des appels des services vers les agent.e.s en TT. La direction a répondu qu'il demeurerait une contrainte technique et qu'elle était en attente pour résoudre cette situation.

La Direction a rappelé que l'audit portait sur le pilotage du TT, qu'un plan d'action restait à établir et qu'une note portant sur les points de sensibilisation serait transmise aux chef-fes de services.

6. Le « SIP de demain »

La Direction a présenté la note nationale du 16 mai 2023 portant sur les missions et organisations des SIP en lien avec le Cadre d'Objectifs et de Moyens (COM) et sa feuille de route « SIP de demain ».

La Direction a indiqué qu'elle plaçait en priorité la fluidité et la qualité des échanges avec les usager.e.s et la lutte contre la fraude. Des groupes de travail devraient être organisés sur les différentes thématiques de la réforme des SIP.

Solidaires Finances Publiques a demandé si, dans le cadre de la volonté d'étendre l'accueil physique prescrit par la note, des antennes des SIP pourraient être réimplantées dans le

département. La Direction a répondu qu'elle ne toucherait pas au réseau jusqu'à la fin du COM 2027 mais que les services existants seraient accompagnés (EFS, antenne existante).

7. Rationalisation immobilière des services implantés sur le CFIP de Bernay

La Direction a présenté des premières ébauches préliminaires de son projet de réorganisation du centre des Finances publiques de Bernay afin d'y accueillir, en plus des services DGFIP existants, deux administrations extérieures, la première en mars 2024.

Solidaires Finances Publiques est beaucoup intervenue pour alerter sur les enjeux d'un tel projet, et notamment sur l'accueil d'un public extérieur et la nécessité d'une étanchéité administrative par la consultation des agent·e·s concerné·e·s. La Direction a indiqué qu'une réunion commune pour établir les contraintes aurait lieu le 30 novembre 2023.

8. Agenda prévisionnel des travaux du CSAL pour 2024

Un calendrier prévisionnel nous a été proposé par la Direction pour l'année 2024 afin de cadencer les travaux du CSAL.

9. Questions diverses

Solidaires Finances Publiques a interrogé la Direction sur le mouvement de mutation des A stagiaires et sur les recrutements de contractuels. La Direction a indiqué que les A stagiaires avaient jusqu'au 10 novembre 2023 pour présenter leurs vœux, 8 sont concerné·e·s. Concernant les contractuels, cette vague « 2 bis » représente 140 candidatures en cours d'analyse. Des entretiens sont prévus à partir du 17 novembre à raison d'un minimum de 5 par poste proposé.

Enfin, **Solidaires Finances Publiques** a souhaité des informations sur les travaux de désamiantage prévus à Louviers. La Direction a répondu qu'un groupe de travail consacré aurait lieu dans les meilleurs délais.

Les élu·e·s de **Solidaires Finances Publiques** au CSAL de l'Eure.